

COMMISSION  
of the  
EUROPEAN COMMUNITIES

Spokesman's Group  
(EEC)

Brussels, November 1967

P- 52

INFORMATION MEMO

CONSUMER SURVEY

The Statistical Office of the European Communities has published the results of a Community survey in the six Member States of over 42 000 families who answered questions put to them by trained statisticians and noted all their expenditure, on even the smallest items, for periods of from 2 to 4 weeks.<sup>1</sup>

A balanced picture has now been obtained of the pattern of expenditure of as much as two-thirds of the population of the six Community countries: the only categories not investigated were families maintained by self-employed persons, families with independent means, and persons living alone. Farmers, however, as well as farm workers were included.

Comparison of standards of living

Assuming that the total consumption of a household reflects its standard of living, the table below indicates that in Europe there are still enormous differences not only between countries but also between types of households. Thus, to take an example, there is a difference of 68% between the consumption of wage- and salary-earners' households (excluding farmworkers) in Luxembourg and those in Italy. The gaps are still wider for the farming community. Dutch farmers and farmworkers consume 80% and 31% respectively more than their Italian and French counterparts.

<sup>1</sup> Statistical Office of the European Communities, 1963/64 family budgets, Community results, Social Statistics, Special Series No. 7 (not available in English).

Relative levels of consumption within the Community

<u>Wage and salary-earners' households</u> (excl. farmworkers)		<u>Farming families</u>	
Luxembourg	168	Netherlands	180
Belgium	152	Luxembourg	162
France	143	Germany	153
Germany	141	Belgium	153
Netherlands	134	France	138
Italy	100	Italy	100

In addition to the volume of consumption, possession of certain durable goods is a useful pointer to living standards. In France, 48 households out of 100 own cars, compared with 20 in Italy. Television is most widespread in the Netherlands: 57% of households against 27% in Luxembourg. Luxembourg leads as regards washing machines, refrigerators and telephones, in 82%, 70% and 40% of households respectively, whereas in Italy only 20% of wage- or salary-earners' households possess washing-machines and in France, for instance, only 6% of these households have telephones. As for kitchen gardens, Luxembourg and Belgium households also surpass the others with 81% and 58% respectively.

Food consumption

In all the countries, expenditure on food, drink and tobacco is the main item in every household budget. It is relatively higher in Italy than in the Netherlands (respectively 46% and 33% of the total budgets of wage- and salary-earners and 54% and 38% of those of farming families). Differing modes of life account for at least some of these disparities. For example, the quality and quantity of food and drink consumed by Italians and Frenchmen are distinctly higher than those of the Dutch, whose outlay on furniture and domestic appliances is, however, greater.

Of the differences in quantities consumed, the following average adult consumption figures may be quoted to illustrate the diversity of living habits: bread - 122 kg in Italy against 86 kg in the Netherlands, meat - 72 kg in Luxembourg against 37 kg in the Netherlands, milk - 153 litres in the Netherlands against 87 in Italy, potatoes - 190 kg in Belgium against 34 in Italy, wine 116 litres in France against 2 litres in the Netherlands and beer - 54 litres in Belgium against 2 litres in Italy.

The large quantity of data collected (over 10 million separate figures) in the course of this survey constitutes a valuable contribution to the study of the standard of living of approximately three-quarters of the population of the EEC countries. The results of the survey will provide a firm basis for the investigations the Community must undertake with a view to the implementation of Community economic and social policy.

- - - - -

Bruxelles, novembre 1967.

P - 52

Groupe du Porte-Parole  
(CEE)

NOTE D'INFORMATION

LA CONSOMMATION FAMILIALE EN EUROPE

L'Office statistique des Communautés européennes vient de publier les résultats pour la Communauté d'une enquête effectuée dans les six Etats membres, auprès de plus de 42 000 ménages qui, interrogés par des enquêteurs spécialisés, ont tenu compte de toutes leurs dépenses, même les plus minimes, pendant une période allant de 2 à 4 semaines (1).

C'est la première fois que l'on dispose d'une image cohérente de la manière dont les deux tiers de la population de l'Europe des Six organisent leurs dépenses; les seules catégories exclues sont en effet les ménages d'indépendants et de rentiers et les personnes vivant seules.

Comparaison du niveau de vie

Dans la mesure où l'on admet que la consommation totale d'un ménage est le reflet de son niveau de vie, le tableau ci-dessous permet de constater qu'il y a encore dans l'Europe des Six des écarts énormes non seulement entre pays, mais également entre types de ménages. C'est ainsi que, par exemple, pour les ménages de salariés, il y a une différence de 68 % entre le Luxembourg et l'Italie. Pour les agriculteurs, les écarts sont encore plus marqués. L'agriculteur néerlandais a un niveau de consommation supérieur de 80 % à celui de son collègue italien et de 40 % plus élevé par rapport à son homologue français.

Rapport des niveaux de consommation entre pays

Ménages de salariés

Luxembourg	168
Belgique	152
France	143
Allemagne	141
Pays-Bas	134
Italie	100

Ménages d'agriculteurs

Pays-Bas	180
Luxembourg	162
Allemagne	153
Belgique	153
France	138
Italie	100
.../...	

(1) Office statistique des Communautés européennes, Budgets familiaux 1963/64, Résultats pour la Communauté, Statistiques sociales, série spéciale n° 7

Outre le volume de la consommation, la possession de certains biens durables est également significative du niveau de vie. En France, sur 100 ménages, 48 possèdent une voiture contre 20 en Italie. La télévision est la plus répandue aux Pays-Bas avec 57 ménages sur 100 contre 27 au Luxembourg. Pour la machine à laver, le réfrigérateur et le téléphone, ce sont les Luxembourgeois qui viennent en tête, avec respectivement 82,70 et 40 ménages sur 100, tandis qu'en Italie, seulement 20 ménages sur 100 ménages de salariés possèdent une machine à laver, et par exemple, en France, il n'y a que 6 ménages de salariés sur 100 qui possèdent un téléphone. C'est également au Luxembourg, et dans une moindre mesure en Belgique, que l'on trouve le plus un jardin familial - 81 et 58 ménages sur 100.

#### Consommation alimentaire

Dans tous les pays, les dépenses pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac, forment la part la plus importante du budget de chaque ménage. Ces dépenses sont proportionnellement plus élevées en Italie - 46 % du budget total pour les salariés et 54 % pour les agriculteurs - qu'aux Pays-Bas - 33 % du budget total pour les salariés et 38 % pour les agriculteurs. Un mode de vie différent explique au moins une partie de ces écarts. La nature des aliments et boissons consommés en Italie et en France par exemple est, en qualité et en quantité, nettement supérieure à celle du Néerlandais qui, par contre, dépense plus pour ses meubles et équipement ménager.

Parmi les différences dans les quantités consommées, on peut citer, comme la plus révélatrice de la diversité des habitudes de vie: consommation moyenne par adulte de pain - 122 kg en Italie contre 86 aux Pays-Bas - de viande - 72 kg au Luxembourg contre 37 kg aux Pays-Bas, de lait - 153 litres aux Pays-Bas contre 87 en Italie -, de pommes de terre - 190 kg en Belgique contre 34 en Italie - de vin - 116 litres en France contre 2 litres aux Pays-Bas - et de bière - 54 litres en Belgique contre 2 litres en Italie.

L'important matériel statistique réuni (plus de 10 millions de données recueillies) au cours de cette enquête apporte une contribution valable à l'analyse du niveau de vie d'environ trois quarts de la population européenne. Les résultats de cette enquête fournissent une base solide aux études que la Communauté se doit d'entreprendre pour la mise en œuvre de sa politique économique et sociale.